



SECRETARIAT

AS/Jur (2018) CB 04 Rév

29 mai 2018

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord **révisé** de la réunion tenue à Reykjavik, Islande les 22-23 mai 2018

**[LES CHANGEMENTS DEPUIS LE DERNIER ENVOI SONT SURLIGNES EN JAUNE]**

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Reykjavik les 22-23 mai 2018, sous la présidence de M. Frank Schwabe (Allemagne, SOC), en ce qui concerne :

- le mardi 22 mai 2018 à 14h00,
- **Session d'ouverture** : a entendu une allocution de bienvenue et une déclaration d'ouverture par Mme Rósa Björk Brynjólfssdóttir (Islande, GUE), Présidente de la délégation islandaise auprès de l'APCE ;
- **Les détenus handicapés en Europe** (Rapporteur pour avis : M. Pierre-Alain Fridez, Suisse, SOC) (Rapporteur pour la Commission sur l'égalité et la non-discrimination : M. Manuel Tornare, Suisse, SOC) : a examiné et a approuvé l'avis de la commission ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe?** (Rapporteur : M. Yves Cruchten, Luxembourg, SOC) : a décidé de changer le titre du rapport « Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe? » par « **Nouvelles restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe** » ; **a examiné un projet de rapport et a adopté un projet de résolution et a adopté à l'unanimité un projet de recommandation** ;
- **Assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe States** (Rapporteur : M. Egidijus Vareikis, Lituanie, PPE/DC) : a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation. A pris note qu'un avis divergent de M. Mustafa Yeneroğlu (Turquie, GDL) avait été reçu et serait annexé au rapport ;
- **Demande de la création d'un mandat d'un(e) Rapporteur(e) général(e) sur la protection des défenseurs des droits de l'homme** : a tenu une discussion sur la possibilité de créer un mandat d'un(e) rapporteur(e) général(e) et a décidé de revenir sur le sujet pendant la partie de session de juin ;
- **Demandes d'extradition et abus de procédure** (Rapporteur : M. Aleksander Pocij, Pologne, PPE/DC) : a examiné une note introductive ; a autorisé le rapporteur à participer à la réunion du PC-OC le 20 juin 2018 à Strasbourg, à tenir une audition avec des experts et un échange de vues avec un haut représentant d'Interpol, tous sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Assurer un meilleur suivi des recommandations du CPT: renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux** (Rapporteur : M. Damir Arnaut, Bosnie-Herzégovine, PPE/DC) : a accepté la demande du rapporteur (dans son absence) de reporter ce point jusqu'à la partie de session de juin ;
  - **Protéger les droits de l'homme pendant les transfèrements de détenus** (Rapporteur: M. Emmanuel Mallia, Malte, SOC) : a accepté la demande du rapporteur (dans son absence) de reporter la discussion de ce point jusqu'à la partie de session de juin et d'autoriser une audition avec des experts également en juin, sous réserve de la disponibilité des fonds, et la distribution d'un questionnaire aux parlements nationaux ;
  - **Questions diverses :**
    - **Aspects juridiques et pratiques du traitement extraterritorial des demandes d'asile** (Rapporteur pour avis : M. Egidijus Vareikis, Lituanie, PPE/DC) : a entendu une déclaration d'absence de conflit d'intérêts par M. Vareikis qui avait été nommé en son absence lors de la réunion de la commission le 13 novembre 2017 ;
  - **le mercredi 23 mai 2018 à 09h30,**
  - **Nouveaux défis en matière de lutte contre le crime organisé et le blanchiment de capitaux – la nécessité d'intensifier la coopération internationale** (Rapporteur : M. Mart van de Ven, Pays-Bas, ADLE) : a examiné une note introductive et a accepté la demande du Rapporteur de tenir une audition avec des experts pendant la partie de session de juin sous réserve de la disponibilité des fonds ;
  - **Immigration d'investisseurs : tendances, avantages, normes** : a décidé de demander au Bureau d'être saisie pour avis sur le rapport de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées à ce sujet ;
  - **Lutter contre l'impunité par la prise de sanctions ciblées dans l'affaire Sergueï Magnitski et les situations analogues** (Rapporteur : Lord Donald Anderson, Royaume-Uni, SOC) : a tenu un échange de vues avec la participation de la Sénatrice Raynell Andreychuk, Sénat du Canada ;
  - **Lutter contre la corruption - L'expérience de l'Islande en matière de prévention de la corruption à l'égard des parlementaires (ouvert aux médias)** : a tenu un échange de vues avec la participation de Mme Sigríður Á Andersen, Ministre de la Justice, Islande, Mme Þórhildur Sunna Ævarsdóttir, membre de la délégation islandaise de l'APCE et M. Jón Ólafsson, Président de Gagnsæi (association contre la corruption) et Président d'un groupe de travail gouvernemental sur la confiance dans la politique et l'administration publique ;
  - **Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe** (Rapporteur : Lord Richard Balfe, Royaume-Uni, CE) : a tenu une audition avec la participation de M. Tryggvi Gunnarsson, médiateur de l'Althing et Mme Catherine De Bruecker, médiatrice fédérale de Belgique (francophone) ;
  - **Prochaines réunions** : a pris note des prochaines réunions :
- Commission plénière :*
- Strasbourg, pendant la 3<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2018 (25-29 juin 2018)
  - Paris, 10 septembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe)
  - Strasbourg, pendant la 4<sup>ème</sup> partie de session de l'Assemblée de 2018 (8-12 octobre 2018)
  - Paris, 13 décembre 2018 (Bureau du Conseil de l'Europe).

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
Secrétaire Général du Congrès  
Secrétaire du Comité des Ministres  
Directeurs Généraux  
Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
Directeur de la Communication  
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe